

doivent donc être sévèrement arbitrés.

Analphabètes numériques

La question de son ADN ne fait pas discussion car les algorithmes qui la structurent ne sont rien moins que l'écriture chiffrée du réel questionné par l'utilisateur. Écriture globalisante, sorte de nouvelle matrice anthropologique, face à laquelle Jean Lassègue et Antoine Garapon notent que la plupart d'entre nous sont des analphabètes, ce qui présente en soi une difficulté démocratique quand les interactions sociales sont principalement médiatisées par le numérique⁽²⁾. Et alors qu'aucune politique publique d'éducation des masses n'a jusqu'ici été véritablement pensée.

Quel type de réel est figuré par l'IA? C'est un réel exclusivement chiffrable qui est recueilli, déduit d'un agglomérat des données sélectionnées pour être proposées et mises en lumière à un moment précis, sur un écran.

La fin de la politique et du droit?

Deux dangers majeurs se signalent ici, au-delà du manque de neutralité des algorithmes déduit de leur programmation par des entités poursuivant un objectif commercial et/ou sécuritaire. D'abord l'IA livre le réel tel qu'il est et non tel qu'il doit être, ce qui pose la question de son application en justice ou en politique. Car toute norme, judiciaire ou législative, est fondée sur un processus dialectique, une disputatio, soit la confrontation ou la négociation de différents argumentaires qui doit produire à terme un récit, ou la narration de ce qui doit ou devra être, agréée par un collectif et au nom d'un bien, le plus commun possible. La question posée alors par la philosophe Antoinette Rouvroy est de savoir si l'IA ne signe pas simplement la fin de la politique et du droit⁽³⁾.

L'humain ringardisé

Ensuite l'éclipse de la partie non chiffrable du réel, la verticalité, l'humanité, ou l'éthique, qu'elle questionne, est à ce moment totale. Ce déficit ontologique est peu évoqué car l'époque a ringardisé l'humain et l'incalculable jusque dans les services publics. Outre que philosophiquement, le recours confortable en toute matière aux seules données chiffrables emporte une forme d'équivalence générale qui doit être également questionnée. D'autant plus que la robotisation des services postule

aussi, en résonance, l'équivalence de l'humain et la machine. Ces mises en abîme posent une difficulté civilisationnelle majeure: d'une part un déterminisme en deux temps qui nous amènerait à ne plus pouvoir échapper au réel, mais à un réel dominant, mainstream, imposé sur une base exclusivement chiffrée, et exclusif de tout incalculable. Là seraient alors la dystopie et l'oppression: dans la programmation de la société et des gens, conformément à ce qui est. D'autre part, la réduction de ce réel – auquel seraient réduits le collectif et in fine l'humanité – à un commun dénominateur ou à une équivalence générale, et donc interchangeable avec d'autres données chiffrées.

L'IA, nouveau Léviathan

Ces risques se précisent selon Alain Supiot⁽⁴⁾, lorsqu'à la faveur de la crise, l'on prétend substituer au

gouvernement par le droit, seule limite démocratique au champ des libertés, la gouvernance de nos comportements et de la vie sociale, soit leur régulation, leur contrôle et leur évaluation en temps réel par le biais des machines que l'on nous a vendues; en réalité notre programmation. Car voilà la perspective: voir exclure de tout entendement disponible l'indéterminé, l'improbable, et l'incalculable, soit ce qui fonde notre humanité et rend possible, toujours, un avenir incroyable et inespéré, à inventer.

C'est donc transversalement, dans l'essence de chacune de ses applications, que réside le danger de l'IA, ce nouveau Léviathan, et qu'est trouvée l'impérieuse nécessité à la fois de le comprendre pour le maintenir fermement en respect, collectivement et individuellement, et arbitrer ses prétendus bienfaits sans relâche à l'aune du respect de nos libertés et du service rendu au bien commun.

→ (1) Benoît Frydman, "Prendre les standards et les indicateurs au sérieux", in "Gouverner par les standards et les indicateurs, de Hume aux rankings", Bruylant, 2014

→ (2) "Justice digitale. Révolution graphique et rupture anthropologique", PUF, 2018

→ (3) <https://www.greeneuropean-journal.eu/la-gouvernementale-algorithmique-et-la-mort-du-politique/>

→ (4) <https://www.franceculture.fr/emissions/esprit-de-justice/les-statistiques-ont-elles-la-loi>

OPINION

Pourquoi il nous faut repenser (à) nos vacances

■ La crise du Covid, qui brouille nos repères, nous le suggère. Pourquoi devrions-nous partir si souvent? Si loin?



Vincent Delcorps
Rédacteur en chef de la revue En Question⁽¹⁾

C'était un espace sacré. Dans une vie pleine de contraintes, c'est l'endroit où nous étions les rois. Toute l'année, nous trimions pour les mériter. Pour les payer. Avec délice, nous les choisissons: où, avec qui, combien de temps? Enfin, elles arrivaient. Nous pouvions alors en profiter. Nous devions alors en profiter. Pleinement. *Work hard, play hard*: c'était la règle.

Cela n'avait pas toujours été comme ça. Longtemps, les vacances avaient été le privilège des princes. Dès la fin du XIX^e siècle, les très huppées Knokke et Ostende accueilleraient déjà des touristes. Mais seulement des personnes fortunées – celles qui pouvaient se permettre de ne pas travailler sans réduire leur train de vie. Puis vint 1936. Le 27 juin de cette année, les congés payés étaient instaurés. Heureuse initiative: dorénavant, le cercle des privilégiés allait pouvoir s'élargir.

Au lendemain de la Deuxième Guerre, de plus en plus de Belges partent en vacances. Porté par l'euphorie des Trente Glorieuses, le tourisme devient un fait de civilisation. La liberté retrouvée ne va pas sans consommation: on s'offre un voyage comme on s'achète un téléviseur. Et sans cesse on repousse les frontières de l'espace. Après avoir aimé la France et les Pays-Bas, les Belges adorent l'Italie et l'Espagne. Puis la Turquie, le Nord de l'Afrique, la Thaïlande... Les tour-opérateurs suivent. Il faut dire que le phénomène est mondial, et que la croissance est continue. De nos jours, le tourisme représente 10% du PIB mondial. En 2019, on a recensé 1,5 milliard de touristes internationaux. Et en janvier 2020, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) s'attendait à connaître une nouvelle année record...

Puis survint le Covid-19. Cela faisait déjà quelques mois qu'il sévissait au loin. Mais nous n'y prêtions guère attention. Car ce qui se passait là-bas ne nous intéressait pas trop. Sauf en période de vacances, bien sûr... Au fil des semaines, le virus s'était approché. Finalement, il n'avait pas eu trop

de mal à s'immiscer jusque dans nos contrées. Et c'est alors qu'on se mit à paniquer. Pour notre santé et celle de nos proches, pour nos si précieuses libertés, pour notre confort bien sûr. Et pour nos vacances aussi.

Bien des repères se brouillèrent: la frontière entre ici et là-bas, la distance entre l'autre et moi, la césure entre le temps du travail et celui des vacances... À l'heure où l'été frappe à nos portes, nous ne savons plus trop ce que nous voulons: être en famille ou sans enfants, aller loin ou rester ici, prendre des congés ou retrouver le chemin du travail?

Au fond, ne recevons-nous pas là une belle occasion de réfléchir au sens des vacances? Et pas seulement pour savoir si nous pourrions en profiter cet été. La question est bien vaste, et cruciale. Il apparaît ainsi que le fonctionnement du monde du tourisme n'est pas soutenable. Pourquoi, en effet, l'OMT aurait-elle pris soin de définir le concept de "tourisme durable" si ce n'est pour attirer notre attention sur le fait que le modèle dominant... ne l'est pas? Longtemps sous-évaluée, la part du tourisme dans la production de gaz à effet de serre liée à l'activité humaine représente d'ailleurs 8%! Se pose aussi la question de la redistribution des richesses. À l'étranger, nos dépenses échappent trop souvent à l'économie locale pour tomber dans les mains de multinationales. Pensons aussi à la dimension sociale. Lorsque nous sommes loin de chez nous, respectons-nous vraiment les personnes qui nous accueillent et qui, souvent, se mettent à notre service?

Enfin, il y a des questions plus intérieures. Pourquoi devrions-nous partir si souvent? Si loin? Pour fuir une vie qui ne nous plaît pas? Parce que nous sacrifions toutes nos forces à notre travail? Pour trouver là-bas ce qu'on oublie de chercher ici? Peut-être notre soif de vacances dit-elle (aussi) quelque chose de nos besoins inassouvis. Sans doute est-ce aussi pour penser au temps que l'on ne passe pas en vacances qu'il est si important de réfléchir au sens de celles-ci.

→ (1) La revue *En Question* est éditée par le Centre Avec. Dernier numéro: "Pouvons-nous encore partir en vacances?". 5€ (au lieu de 7) pour les lecteurs de *La Libre*. Infos: www.centreavec.be – info@centreavec.be – 02.738.08.28.